



**HAL**  
open science

## Faire école : les Alumni universitaires indiens de la London School of Economics

Marie Scot

► **To cite this version:**

Marie Scot. Faire école : les Alumni universitaires indiens de la London School of Economics. *Histoire@Politique* : revue du Centre d'histoire de Sciences Po, 2011, 15, pp.1 - 20. 10.3917/hp.015.0004 . hal-01024459v2

**HAL Id: hal-01024459**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-01024459v2>**

Submitted on 26 Jun 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0  
International License

## Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics

Marie Scot

Associant la qualité des formations qu'elles dispensent et le prestige des devenir professionnels de leurs anciens étudiants, les *world-class universities* affichent le palmarès de leurs *alumni* célèbres (prix Nobel, hommes politiques et patrons d'industrie). L'équation vertueuse « excellence de la recherche – qualité des enseignants – réussite des anciens élèves » est inlassablement déclinée comme argument de promotion auprès des bailleurs de fonds, des futurs étudiants et des agences de classement. La prolifération des discours de célébration que produisent les institutions sur leurs *alumni* tranche paradoxalement avec la rareté de travaux scientifiques sur ces derniers. Que sait-on d'eux et de leur destin collectif, souvent occulté par quelques trajectoires aussi rares qu'exceptionnelles ? Que sait-on des liens intellectuels les liant à leur *alma mater*, leur université de formation ?

Des travaux en sociologie de l'éducation ont traité des anciens étudiants sous l'angle de la reproduction sociale et des stratégies de distinction des élites<sup>1</sup> ; des recherches en psychologie et en économie de l'éducation ont analysé, à des fins institutionnelles, les formes d'attachement des *alumni* (notamment la pratique du don)<sup>2</sup>. Mais peu ont perçu les anciens étudiants comme des acteurs à part entière de la fabrique des sciences et de la mise en circulation des savoirs. Le rôle des *alumni* comme « passeurs » a été méconnu<sup>3</sup>. Certes, il est difficile d'identifier des étudiants au statut temporaire et, plus encore, d'étudier la réception et l'empreinte des enseignements suivis sur leur formation intellectuelle. Pourtant, les institutions universitaires –

---

<sup>1</sup> Hester Jenkins, "Social Class of Cambridge University Alumni of the 18<sup>th</sup> and 19<sup>th</sup> Centuries", *British Journal of Sociology*, 1950. Frank Poupeau, « Sur deux formes de capital international », *ARSS*, 151-152, 2004, p. 126-133. Yves Dezalay, « Les courtiers de l'international. Héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel », *ARSS*, n°151-152, 2004, p. 5-35. Brigitte Darchy-Koechlin, Agnès Van Zanten, « La formation des élites. Introduction », *Revue internationale d'éducation*, 39, 2005, p. 67-78. Anne-Catherine Wagner, *Les nouvelles élites de la mondialisation. Une immigration dorée en France*, Paris, PUF, 1998.

<sup>2</sup> Jorge Vidal Garcia, David J. Weerts, *Enhancing Alumni Research: European and US Perspective*, H. Bass Higher Education Report Series, 2005.

<sup>3</sup> Victor Karady, « La migration internationale d'étudiants en Europe 1890-1940 », *ARSS* n° 145, décembre 2002, p. 47-61. Nicolas Manidakis, « Les migrations estudiantines en Europe 1890-1930 », dans René Leboutte (ed.), *Migrations et migrants dans une perspective historique. Permanence et innovations*, Bruxelles, Peter Lang, 2000, p. 243-270.

Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

notamment les plus prestigieuses universités anglo-américaines – ont rassemblé très tôt des données fiables sur leurs anciens élèves<sup>4</sup>.

Si les universitaires, par leurs mobilités, par leurs publications, par leur expertise, par leurs activités militantes sont des « passeurs » reconnus, cet article postule que les *alumni*, par leur nombre et par leur multipositionnalité, sont de formidables accélérateurs des circulations scientifiques, des *go-betweens*<sup>5</sup> qui relient de façon multiple les institutions universitaires qui les ont formés à des réseaux mondiaux, à l'interface de l'économie et du politique, de la science et du pouvoir. La « bataille de la matière grise » et la « guerre des cerveaux » que se livrent les universités pour attirer les « meilleurs étudiants » ne se résument donc pas seulement à des questions d'argent ou de prestige, mais résonnent comme autant d'enjeux, aux dires de certains<sup>6</sup>, pour la conquête de l'hégémonie intellectuelle mondiale.

Cet article présente les résultats encore partiels d'une enquête sur le rayonnement intellectuel de la London School of Economics :

« L'influence de l'École sur le travail d'universités autonomes est évidemment très difficile à évaluer. [reconnaissait en 1938 son directeur, William Beveridge] Pourtant il y a peu de doute que l'extension considérable des départements d'économie, d'histoire économique, de sociologie et de sciences sociales des universités britanniques et des *Dominions*, voire parfois d'Europe continentale, est due à une imitation de l'exemple de l'École. Beaucoup de ces universités ont recruté leur corps enseignant parmi des professeurs et des étudiants formés à l'École<sup>7</sup>. »

La London School a-t-elle fait école ?

Pour y répondre, nous analyserons ici les destinées des étudiants de l'Empire des Indes qu'elle a formés au cours du premier XX<sup>e</sup> siècle. Premier groupe étranger à la fréquenter, ils ont plébiscité la carrière académique à leur retour en Inde. L'analyse du devenir de ces *alumni* universitaires, et parmi eux des économistes, groupe de loin dominant, permet d'évaluer ce qu'a pu être « l'influence » de l'École londonienne dans un pays en cours d'émancipation. Combien étaient-ils ? Que sont-ils devenus ? Ont-ils mis en circulation les savoirs acquis à la LSE ? Cette étude croise trois méthodologies utiles à l'histoire des circulations scientifiques<sup>8</sup> : le traitement

<sup>4</sup> Marie Scot, *La London School of Economics and Political Science 1895-2010. Internationalisation universitaire et circulation des savoirs*, Paris, PUF, 2011.

<sup>5</sup> Simon Schaffer (ed.), *The Brokered World: Go-Betweens and Global Intelligence, 1770-1820*, Sagamore Beach, Science History Publications, 2009.

<sup>6</sup> Pierre Bourdieu, Luc Boltanski, « La production de l'idéologie dominante », *ARSS*, 2-2, 1976, p. 3-73. Yves Dezalay, Brian Garth, « Le Washington Consensus », *Actes de la recherche en sciences sociales (ARSS)*, 121-1, 1998. *Id.*, « Les usages nationaux d'une science "globale" : la diffusion de nouveaux paradigmes économiques comme stratégie hégémonique et enjeu domestique dans les champs nationaux de reproduction des élites d'État », *Sociologie du travail*, 2006, p. 308-329. Marion Fourcade, "The Construction of a Global Profession: The Transnationalization of Economics", *American Journal of Sociology* 112-1, 2006, p. 145-195.

<sup>7</sup> LSE, *Review of the Activities and Development of the LSE&PS (University of London) during the Period 1923-1937*, 1938, p. 25.

<sup>8</sup> Pierre Bourdieu, « les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *ARSS*, 2002-5, p. 3-8. Michael Werner, Béatrice Zimmerman, *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Le Seuil, 2004. Johan Heilbron, Nicolas Guilhot, Laurent Jean-Pierre, « Vers une histoire transnationale des

Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

statistique des annuaires et des bases de données d'anciens étudiants permet de caractériser le groupe des Indiens sur la longue durée ; l'étude prosopographique de la centaine de professeurs d'économie formés de 1900 à 1950 présente leurs carrières et leurs positions et permet donc d'apprécier leur pouvoir d'influence ; enfin, l'analyse rapide du contenu de leurs productions scientifiques donne un aperçu des rapports, plus ou moins contradictoires, entre la formation qu'ils ont reçue à Londres et les pratiques universitaires, scientifiques et politiques qu'ils ont déployées par la suite.

## La London School, haut lieu de formation des élites indiennes et des études indiennes

La London School of Economics a contribué à former nombre d'universitaires anglais et étrangers, selon le souhait de son principal bailleur de fonds durant l'entre-deux-guerres, la fondation Rockefeller, et selon les affirmations répétées de ses directeurs successifs. L'annuaire des étudiants diplômés (*Register 1902-1932*)<sup>9</sup>, l'enquête de 1938 sur les *alumni* universitaires destinée à la Rockefeller<sup>10</sup> et la base de données constituée par l'École à des fins stratégiques sur ses anciens étudiants (*alumni database 1945-2000*)<sup>11</sup> fournissent sur un siècle des informations, certes incomplètes mais néanmoins précieuses, sur le devenir des étudiants passés par la LSE et sur la place et le profil des universitaires parmi eux<sup>12</sup>.

L'université de Londres et, en son sein, la London School ont largement ouvert leurs portes aux étudiants coloniaux, et notamment indiens, jusque dans les années 1970. Avant 1940, les Indiens forment le premier groupe d'étudiants étrangers à la LSE (une centaine par an en moyenne) : ils représentent plus de 30 % des étrangers dans

---

sciences sociales », *Sociétés contemporaines*, 73-1, 2009, p. 121-145. Kapil Raj, *Relocating Modern Science. Circulation and the Construction of Scientific Knowledge in South Asia and Europe, 17<sup>th</sup> to 19<sup>th</sup> Centuries*, Basingstoke, Palgrave, 2006.

<sup>9</sup> Le *Register 1902-1932*, réalisé à la demande de Beveridge et publié en 1934, rassemble 2 428 fiches biographiques des diplômés de la LSE entre 1902 et 1932. Les 1 041 fiches d'une première série ne contiennent que des renseignements administratifs. Les 1 387 fiches d'une deuxième série résument les réponses faites par les intéressés eux-mêmes à une enquête sur les origines et les devenirs des diplômés de la LSE.

<sup>10</sup> La *Review of the Activities and Development of the LSE&PS (University of London) during the Period 1923-1937*, à destination de la fondation Rockefeller fait le bilan de quinze années d'activité scientifique de la LSE. Son annexe 8 est constituée d'une « liste des diplômés qui ont obtenu un poste universitaire dans d'autres institutions de 1924 à 1937 ». Recoupant les informations du *Register*, la liste permet de couvrir les années 1930.

<sup>11</sup> La base de données administrative 1945-2000 est loin d'être aussi fiable que le *Register* : constituée rétrospectivement à la fin des années 1970, elle garde de bien peu d'étudiants pour la période 1945-1975 (40 %). Pour les années 1980 et 1990, le taux est nettement meilleur (60-70 %), même si les informations sur le devenir des *alumni* restent partielles (50-60 %), anonymisées et non situées dans le temps. Après 1945, les informations dont on dispose sont donc sous-évaluées et indicatives, mais leur fiabilité reste réelle au regard d'autres enquêtes faites par la LSE sur certaines catégories d'étudiants et au regard d'autres sources (les archives des *LSE Friends* et du *Alumni Office*), qui confirment les tendances observées.

<sup>12</sup> Marie Scot, *La London School of Economics and Political Science (1895-2000)...*, *op. cit.*

Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

les années 1920, mais seulement 15 % à la fin des années 1930 ; après une éclipse au moment des indépendances, Indiens, Pakistanais et Sri-lankais retrouvent le chemin de l'École : on en recense 191 en 1960. Mais après 1967, leur reflux est inexorable en nombre comme en proportion<sup>13</sup> : la dévaluation de la roupie coïncide avec la très forte augmentation des frais d'inscription discriminatoires et nombre d'étudiants du sous-continent indien préfèrent alors partir vers les États-Unis. Il faudra attendre la fin des années 1990 pour qu'une centaine d'Indiens et une cinquantaine de Pakistanais reprennent la route de la London School qui accueille bien plus de Chinois, de Japonais, de Malais et de Singapouriens.

Durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les étudiants indiens sont également le premier groupe à fournir des diplômés étrangers (137 de 1902 à 1932), loin devant les Européens (85), les étudiants originaires des quatre *Dominions* (58) et les Américains (28). Très loin, surtout, devant les très rares diplômés des pays semi-dépendants ou colonisés d'Extrême-Orient ou du Moyen-Orient. Plus encore, l'Empire des Indes est le vivier d'où sortent le plus grand nombre d'universitaires étrangers formés à la LSE entre 1902 et 1937 : 76 sont recensés pour la période 1902-1937, contre 51 issus des *Dominions*, 33 des États-Unis et 18 d'Europe. Si en proportion, les diplômés américains (68,5 %) se portent plus vers les carrières académiques, 60 % des Indiens les choisissent, soit plus que les étudiants venus des *Dominions* (53 %) et surtout que les Anglais (28,5 %). Les Indiens présentent donc un profil atypique pour un pays dépendant et sous-développé car les étudiants des autres pays d'Asie et d'Afrique s'orientent plutôt vers des carrières économiques ou administratives. Ce tropisme universitaire spécifique persistera après les indépendances de 1947, tout au long des années 1950 et 1960, où Indiens, Pakistanais, Sri Lankais puis Bangladais constituent toujours le second groupe d'*alumni* à produire des universitaires.

Si les Indiens de la London School choisissent massivement le professorat, est-ce à dire que l'École est, comme l'affirme son histoire officielle, le principal centre de formation des élites intellectuelles indiennes en Angleterre ?

L'analyse du répertoire des thèses soutenues en Grande-Bretagne sur l'Asie du Sud de 1900 à 2000 témoigne de l'importance de Londres comme centre des études asiatiques. Avant 1947, 66 thèses sur un total de 102 y sont soutenues, contre 13 seulement à Oxford, 6 à Cambridge et 20 dans les autres universités britanniques. Au sein de l'université de Londres, 27 thèses ont été soutenues à la LSE (41 %), très loin devant SOAS<sup>14</sup> (10 %). Cette domination persiste pour la période 1948-1973 : la part de Londres fléchit à peine (60 %) au profit d'Oxford (13 %) et de Cambridge (8,5 %), contre 19 % pour les universités provinciales (Manchester, Liverpool, etc.). En revanche, au sein de l'université de Londres, SOAS et la LSE font quasiment jeu égal (35 % et 37 %). À partir des années 1970, l'équilibre bascule au profit des universités provinciales qui concentrent 37,5 % des thésards travaillant sur l'Asie, et

<sup>13</sup> 191 étudiants originaires du sous-continent sont inscrits en 1960, mais à peine 62 en 1968.

<sup>14</sup> La School of Oriental Studies a été fondée en 1916 et élargie en School of Oriental and African Studies (SOAS) en 1938. La London School of Hygiene and Tropical Medicine a été instituée en 1924.

Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

de Cambridge (14,5 %), tandis que Londres (35 %) régresse. Dans la capitale même, la LSE (17 %) est surclassée par SOAS (36 %) et par les autres institutions (47 %). Tous les Indiens ne travaillent pas sur l'Inde et tous les chercheurs travaillant sur l'Inde ne sont certes pas originaires de la péninsule indienne, mais les patronymes des thésards indiquent que ce champ d'études reste, jusqu'aux années 1960, monopolisé par des Indiens, en particulier à la LSE.

Le profil des diplômés indiens de la London School d'avant-guerre confirme leur orientation vers la recherche. Arrivant à Londres à l'âge moyen de 26 ans, plus de 60 % d'entre eux sont déjà des étudiants de troisième cycle car l'École limite l'inscription des étudiants indiens dans les premiers cycles et organise un véritable drainage des étudiants-chercheurs. Plusieurs des universitaires recensés sont déjà titulaires d'un poste académique en Inde et profitent d'un congé sabbatique pour venir dans la capitale impériale achever leur doctorat. Les étudiants indiens représentent ainsi 42 % des étudiants étrangers de recherche de la LSE durant les années 1910 et 1920, mais seulement 16 % dans les années 1930 en raison de la montée en puissance des Européens, en particulier des réfugiés allemands.

Combien exactement ont été formés à la LSE de 1900 à 1948 ? Le *Register 1902-1932* en recense 53 ; le rapport à la Rockefeller de 1938 en signale 23 autres ; les répertoires des thèses de la LSE et des thèses sur l'Asie du Sud soutenues en Grande-Bretagne<sup>15</sup> permettent de porter à 144 le nombre des *alumni* indiens de l'École devenus universitaires entre 1900 et 1950<sup>16</sup>. Rien d'étonnant à ce que 94 au moins aient obtenu un doctorat (65,5 %). Rien d'étonnant non plus, pour une *School of Economics*, que 102 d'entre eux aient suivi un cursus en économie (dont 73 PhD), contre 30 en science politique (dont 21 PhD) et 3 en géographie. Plus de 70 % des futurs universitaires indiens formés à la LSE se sont spécialisés en économie, contre 54,5 % des *alumni* étrangers et des 52 % des *alumni* anglais. Et pour cause ! Ils furent formés ou attirés par des spécialistes de l'Asie comme l'historienne économiste Vera Anstey, les professeurs d'économie Gilbert Slater, Theodore Gregory et John Coatman et, dans une moindre mesure, le politologue Harold Laski et l'anthropologue Bronislaw Malinowski, ce qui tranche avec la traditionnelle formation en droit et *Civil Service* délivrée aux élites indiennes à Oxford.

Les *alumni* de la LSE, devenus universitaires dans les années 1920-1940 et en poste jusqu'à la fin des années 1970-1980, ont-ils été les fers de lance du développement des sciences sociales et de la vie intellectuelle et politique de leurs pays indépendants ?

<sup>15</sup> Le fichier mentionne le nom du docteur, l'institution de soutenance, la date, le sujet de la thèse et parfois le directeur de thèse.

<sup>16</sup> Preuve que les données du *Register* et de l'enquête Rockefeller sont largement sous-estimées.

Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

## Des universitaires d'influence ?

Sur ces 144 étudiants, nous disposons de données hétérogènes portant sur leurs parcours scolaires (diplôme et discipline étudiés, sujet et directeur de thèse) et leur devenir professionnel au sortir de la London School. Elles ont été complétées par des recherches biographiques, par des enquêtes bibliographiques et par des pointages institutionnels<sup>17</sup>. Cette analyse porte plus précisément sur les professeurs d'économie, titulaires d'un master ou d'un doctorat de la LSE, au nombre de 102 pour la période 1900-1950. Divers indicateurs ont été mobilisés pour évaluer leur destin individuel et collectif. Ont été distingués ceux ayant obtenu un poste universitaire, ceux ayant occupé des fonctions administratives universitaires (président de département ; doyen de faculté ; chancelier d'université), ceux qui sont devenus entrepreneurs académiques et créateurs d'institutions, ceux qui ont occupé des fonctions nationales dans les associations ou les revues disciplinaires, ceux enfin qui sont parvenus à la consécration internationale attestée par la recension de leurs travaux et la publication de leurs articles dans des revues scientifiques non indiennes ou par le recrutement dans des universités occidentales. Une attention particulière a été portée à ceux ayant endossé un rôle d'expert, de conseiller ou de leader politique dans le champ politico-administratif en Inde mais également au plan international. Premier constat, ces 102 économistes occupent des postes importants dans de très nombreuses universités indiennes (Pakistan et Sri Lanka compris)<sup>18</sup>, comme en témoigne le statisticien Claus Moser en visite en Inde en 1951 :

« Rien de neuf ou de surprenant que, quelque soit le pays que l'on visite, l'on tombe tôt ou tard sur des anciens étudiants de l'École. Sachant l'attraction que l'École a toujours eue sur les étudiants indiens, nous nous attendions à rencontrer beaucoup d'anciens camarades. Nous ne fûmes pas déçus. À peine avions-nous mis le pied à Delhi que nous nous sommes retrouvés entourés de visages familiers, rencontrés dans les couloirs et les salles de cours de l'École. Je voudrais pouvoir mentionner le nom de tous ceux que nous avons rencontrés<sup>19</sup>... »

Certaines universités concentrent un nombre remarquable d'*alumni*.

Le département d'économie de la vénérable université de Calcutta fondée en 1857 a recruté au moins quinze anciens diplômés LSE dont Upendra Nath Ghosal, docteur en 1929 et spécialiste d'économie agricole, Jitendra Niyogi, docteur en 1929 et spécialiste en fiscalité, et Nalinaksha Sanyal, docteur en 1929 en économie des

<sup>17</sup> Ont-ils été membres de l'Indian Economic Society, du département d'économie de telle ou telle université indienne, de la Planning Commission ?

<sup>18</sup> Mysore, Benares, Agra, Punjab, Bombay, Amritsar, Lahore, Calcutta, Madras, Dacca, ND, Ceylon Columbo, Chittagong, Lucknow, Aligarh, Osmania Hyberabad, Gujarat.

<sup>19</sup> *LSE Magazine*, janvier 1952, n° 5 « Reunion in India », C.A. Moser, récit de voyage en Inde à l'occasion de la session annuelle de l'International Statistical Institute en 1951. Suite : « Quelques-uns comme le Dr D.N. Saxena et le Dr A.K. Gosh (du National Income Unit, Ministère des finances), Mr J.S Dhillon ou le Dr K.S. Krishnaswamy (Planning Commission, GOI) ont fréquenté l'école récemment ; d'autre, comme le Dr. G.L Mehta (Planning Commission, Chairman Tariff Board GOI et maintenant Ambassadeur aux EU) et le Dr R.K. Bhan (ministère des Finances) sont venus avant la guerre ».

Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

transports. Trois surtout se signalent par les positions qu'ils ont occupées au sein de l'Université. Pramatha Nath Banerjee, docteur de la LSE en 1941, professeur d'économie spécialiste de finances publiques, devient doyen de la Faculté des Arts, puis président du Board of Studies d'Économie et Commerce, membre du Sénat et enfin vice-chancelier. Santosh Bhattacharyya dirige le département de 1960 à 1970, puis la Faculté des Arts en 1973-1977 et devient vice-chancelier de l'Université de 1983 à 1987. Mihir Kanti Rakshit, docteur à la LSE en macroéconomie, dirigera le département d'économie du prestigieux Presidency College.

L'université de Bombay a recruté au moins neuf *alumni* économistes de la London School, en particulier Chandulai N. Vakil, diplômé en 1921, professeur puis directeur de l'École d'économie et de sociologie de 1924 à 1956.

Le département d'économie de l'université de Madras ne compte pas moins de quatre anciens de la LSE parmi ses six directeurs successifs de 1915 à 1960 : l'Anglais Gilbert Slater de 1915 à 1921, puis John Mattai, docteur en 1915, de 1922 à 1925, P.S. Lokanathan, docteur en 1931, de 1941 à 1942, et le spécialiste en développement industriel R. Balakrishna, docteur en 1939 et directeur de 1944 à 1961.

Le très vénérable Department of Economics and Cooperation de l'université de Mysore, fondé en 1916, réunit quatre économistes formés par la LSE, dont R. Balakrishna, venu de Madras, Vitus d'Souza, diplômé de 1923, ou Hatti Gopal, docteur en 1930 et spécialiste de finances publiques.

Cinq *alumni* – et pas des moindres – se côtoient au sein du département d'économie de l'université de Bénarès dont Pillai Purush, docteur en 1923 en économie du travail, Gyan Chand, docteur en 1932 en politiques fiscales ou encore B.P. Adakar, docteur en 1938 et futur « père » de la sécurité sociale indienne.

Trois économistes font du département d'économie de l'université du Gujarat à Ahmedabad un bastion libéral, dont R.K. Amin, spécialiste de la banque et de la monnaie (1958-1966), M.B. Bhatt et surtout B.R. Shenoy, élève de Hayek et directeur de l'École des sciences sociales de 1954 à 1968.

Moins nombreux furent les *alumni* qui s'implantent à l'université de New Dehli, fondée en 1922 par la réunion de collèges existants, mais leur rôle d'entrepreneurs académiques les distinguent, tels Kakkadan Nandanath Raj, spécialiste de théorie monétaire, futur vice-chancelier de l'université et architecte du premier plan quinquennal indien, ou P.S. Lokanathan, venu de Madras et devenu directeur de l'École des hautes études commerciales, ou encore Amiya Kumar Dasgupa, professeur de 1958 à 1965.

Au Pakistan, on retrouve également au moins cinq *alumni* économistes à l'université du Punjab à Lahore, dont L.C. Jain, docteur en 1927 et spécialiste du système bancaire, L. Durga Parshad, docteur en 1928 et spécialiste du commerce extérieur, ou encore Sardar Mohammed Akhtar, docteur en 1932 en histoire commerciale. Cinq encore se concentrent à l'université d'Allahabad où se retrouvent Beni Prasad, spécialiste d'administration et d'histoire indienne, et Sardar Mohamed Akhar.

Si au moins vingt et un diplômés de la LSE d'avant 1947 ont dirigé des départements d'économie et présidé des universités, certains se sont révélés des entrepreneurs académiques et ont joué un rôle majeur dans la fondation de centres de recherche économique appelés à dominer le champ universitaire et l'expertise de leur pays.



Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

Santosh Battacharya et P.N. Banerjee ou encore Arun Kumar Ghosh ont contribué à l'essor de l'Indian Statistical Institute fondé en 1931 par P.C. Mahalanobis<sup>20</sup>. Arun Kumar Ghosh a également participé à la mise en place de l'Indian Association for Research into National Income and Wealth, un bureau d'études semi-gouvernemental. La Delhi School of Economics<sup>21</sup>, instaurée en 1949 au sein de l'université de Delhi sous les auspices du Premier ministre N. Nehru, n'emprunte pas seulement son nom à la London School, mais elle réunit également quelques-uns de ses *alumni*, tels K.N Raj<sup>22</sup>, et, plus tardivement Kaushik Basu. Le National Council of Applied Economic Research, organisme de recherche économique indépendant, a eu pour fondateur et directeur en 1956 P.S. Lokanathan auquel a succédé de 1958 à 1961 A.K. Dasgupta.

Professeurs, administrateurs universitaires, entrepreneurs académiques, les *alumni* de la London School ont également animé, coordonné et organisé leur communauté disciplinaire. Ainsi, l'Indian Economic Association, de sa fondation en 1917 au milieu des années 1970, compte vingt-deux anciens de la LSE sur ses soixante premiers présidents (soit 36 %). D'autres ont également animé des sociétés économiques dans des États fédérés : ainsi M.B. Bhatt a dirigé la Gujarat Economic Society. Certains ont fondé des associations d'économie spécialisées : C.N. Vakil, P.S. Lokanathan, Gyan Chand ont présidé à la création de l'Indian Society for Labour Economics en 1957 ; Mihir Kanti Rakshit a présidé l'Econometric Society, fondée en 1960 par, entre autres, Narasimhadevara Sundara Rama Sastri, auteur d'une thèse soutenue en 1943 à la LSE sur *l'analyse statistique du développement et de la localisation des grandes industries en Inde*.

Quelques-uns sont parvenus à la consécration internationale : en premier lieu par la réception de leurs travaux dans les revues scientifiques anglaises et américaines. Sur les 102 universitaires, 28 ont vu leurs articles et leurs livres commentés par Vera Anstey, leur tutrice à la LSE, dans *Economica*, revue publiée par l'École, dans *International Affairs*, la publication de Chatham House et de la LSE, plus rarement dans l'*Economic History Review* ou dans l'*Economic Journal*, prestigieuses publications britanniques. Vingt-quatre ont reçu les honneurs d'une revue anglaise ou américaine sans passer par le truchement de leur tutrice. Quinze ont vu leurs articles publiés par ces mêmes revues, ou plus précisément neuf<sup>23</sup>, si l'on exclut les textes parus dans l'*Economic and Political Weekly*, un journal indien à rayonnement international. Quatre<sup>24</sup> enfin ont été recrutés comme *visiting professors* par la

<sup>20</sup> Indian Statistical Institute, *History and Activities 1931-1959*, Calcutta, ISI, 1959.

<sup>21</sup> Dharma Jumar, Dilip Mukherjee (eds), *D:School: Reflections on the Delhi School of Economics*, Delhi, Oxford University Press, 1995.

<sup>22</sup> Jayasanka Krishnamurty, "K.N. Raj and the Delhi School", *Economic & Political Weekly*, 13/03/2010, vol. XLV, no 11, p. 67-71.

<sup>23</sup> B.P Adakar, Gyan Chand, Nabagopal Das, P.S. Lokanathan, P. Pillai, M.K Rakshit, B.R. Shenoy et C. Vakil.

<sup>24</sup> M.B. Bhatt (Hoover Institute, Mont Pélerin), B.R. Shenoy (LSE, Mont Pélerin), AK Dasgupta (Cambridge, LSE), Mihir Kanti Rakshit (Erasmus University Rotterdam).

Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

London School ou d'autres universités anglaises et américaines. Trois ont été intégrés dans le réseau international libéral de la société du Mont Pélerin. Néanmoins, on constate que, malgré leur maîtrise de la *lingua franca* anglaise, les universitaires indiens sont restés isolés sur la scène internationale même si leur rayonnement scientifique s'amplifie après l'indépendance et plus encore à partir des années 1960-1970 lorsque leur diaspora dans les universités occidentales accroît leur audience<sup>25</sup>.

En dehors de la sphère académique, certains économistes indiens formés à la LSE ont joué un rôle d'expert, de conseiller, voire d'homme politique au service de la nation indienne. La circulation transnationale des savoirs se double ainsi d'échanges entre monde universitaire et monde de l'expertise politico-administrative<sup>26</sup>. Leur compétence se déploie dans des organismes para-scientifiques, comme l'Indian Statistical Institute, ou dans des institutions plus directement impliquées dans la définition et la mise en œuvre de politiques publiques, telles la Planning Commission, mise en place en 1950 par le Premier ministre J. Nehru avec pour mission d'encadrer le développement de l'Union indienne<sup>27</sup>, ou la Banque centrale indienne, l'Indian Reserve Bank, fondée en 1935 et nationalisée en 1949. Au sein de la Planning Commission, on ne retrouve pas moins de six anciens de la London School, dont K.N. Raj souvent désigné comme l'instigateur du premier Plan quinquennal, A.K. Ghosh et P.S. Lokanathan. Le libéral B.S. Shenoy<sup>28</sup> s'y distingue par sa très critique *Note on Dissent to the Second Five Year Plan* de 1954. Les liens entre la Banque centrale indienne et les anciens de la LSE sont étroits : A.K. Ghosh et IG. Patel, futur directeur de la LSE en 1984, en sont gouverneurs ; quatre autres universitaires y ont exercé leurs talents (K.N. Raj, John Matthai, B.S. Shenoy, N.S. Sastri). Plus nombreux encore sont ceux qui ont conseillé le gouvernement – colonial puis indien – (18) ou exercé des fonctions parlementaires ou ministérielles nationales (6). Ainsi B.P Adakar, directeur au ministère du Travail, fut l'auteur de nombreux rapports officiels sur les conditions de travail dans les industries indiennes avant que son *Report on Health Insurance* de 1944 lui valut le surnom de « père » de l'assurance sociale indienne ou de « Chhota Beveridge ». John Matthai fut nommé ministre des Transports et des Chemins de fer en 1947, puis ministre des Finances de 1948 à 1950. On remarque néanmoins qu'un groupe très restreint d'universitaires, une dizaine, a cumulé et monopolisé ces fonctions d'expertise et de conseil politique,

<sup>25</sup> Jackie Assayag, Véronique Benéï, *At Home in Diaspora. South Asian Scholars and the West*, Bloomington, Indiana University Press, 2003. V.N. Balasubramanyam, *Conversations with Indian Economists*, New York, Palgrave MacMillan, 2001.

<sup>26</sup> Terence Byres, *The State and Development Planning in India*, Delhi, Oxford University Press, 1994 ; Benjamin Zachariah, *Developing India: An Intellectual and Social History*, Delhi, Oxford University Press, 2005 ; Manu Goswami, *Producing India. From Colonial Economy to National Space*, Chicago University Press, 2004 ; Srinivasa Ambirajan, "The Professionalization of Economics in India", *History Of Political Economy*, 28-supplement, 1996, p. 80-96.

<sup>27</sup> Sukhamoy Chakravarty, *Development Planning. The Indian Experience*, Oxford, Clarendon Press, 1983. Primit Chaudhri, "Economics Planning in India", in T.V. Sathyamurthy, *Industry and Agriculture in India since Independence*, Delhi, Oxford University press, 1995.

<sup>28</sup> Peter Bauer, "B.R. Shenoy: Stature and Impact", *Cato Journal*, 18-1, Spring 1998, p. 1-10.

Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

même si le caractère disparate et incomplet de nos informations laisse à penser que ce rôle est largement sous-estimé.

Si la réputation scientifique des universitaires indiens passe encore difficilement les frontières, qu'en est-il de leur renommée d'experts ? Ces universitaires, champions de l'indépendance de leur futur État, ont joué un rôle actif dans les organismes internationaux, à la SDN d'abord puis à l'ONU, au FMI et à la Banque mondiale. Ainsi Shivrām Ambedkar, docteur en 1921, participe à toutes les conférences sur le statut de l'Inde et témoigne devant la commission Hilton-Young de 1925<sup>29</sup> ; Sadamand Dhume, docteur en 1922, fait ses premières armes à la section économique et financière de la Société des Nations, tandis que Purush Pillai<sup>30</sup>, docteur en 1923 et professeur en économie industrielle et du travail, institue la branche indienne de l'OIT où il occupera des fonctions importantes avant d'être nommé premier ambassadeur de l'Inde à l'ONU en 1947. Au sein des Nations unies<sup>31</sup>, P.S. Lokanathan préside la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient à partir de 1947 et Santosh Bhattacharya dirige de 1966 à 1968 le Development Planning Centre. Des *alumni* économistes font carrière au FMI, tel Gyan Chand, directeur de la Section financière de 1946 à 1948, A.K. Dasgupta, directeur de la division Asie du Sud de 1950 à 1953, ou le statisticien A.K. Ghosh et l'économiste libéral B.R. Shenoy, tous deux représentants de l'Inde (*Alternate Executive Director*) auprès de l'organisation. Mais le tableau ne serait pas complet si l'on n'y incluait la nébuleuse des organismes régionaux ou tiers-mondistes que peuplent les économistes indiens : ainsi P. Lokanathan est-il membre de l'Institute of National Planning du Caire en 1960, représentant de l'Inde auprès de l'Asian Productivity Organisation à Tokyo en 1963, gouverneur de l'Asian Institute of Economic Development & Planning à Bangkok. Ce réseau démultiplie l'aura des économistes indiens.

Nul doute que la London School peut se vanter d'avoir formé une ou deux générations d'universitaires influents, à la tête des plus prestigieux départements d'économie et des plus vénérables universités du pays, entrepreneurs académiques, inspirant et coordonnant la recherche économique en Inde. Ces *alumni* ont été d'autant plus influents qu'ils sont intervenus en politique aux premiers temps de l'indépendance favorisant les liens entre la science et le pouvoir. Enfin, si leur influence scientifique est encore limitée par la position périphérique de leur nation dans la géopolitique des sciences mondiales, ils occuperont une place centrale dans les réseaux régionaux et la nébuleuse tiers-mondiste. Ce tableau d'honneur est incomplet, car cette étude en a volontairement exclu les *alumni* non économistes, moins nombreux, mais tout aussi talentueux, tels le leader nationaliste V.K. Krishna

<sup>29</sup> Commission sur la monnaie et les finances indiennes dont les recommandations permettront la mise en place de la *Reserve Bank of India*.

<sup>30</sup> Jayasanka Krishnamurty, "Indian Officials in the ILO 1919-1947", *Economic and Political Weekly*, vol XLVI, n°10, 03/2011.

<sup>31</sup> Sur le rôle de l'ONU, Michael Ward, *Quantifying the World. UN Ideas and Statistics*, Bloomington, Indiana University Press, 2004.

Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

Menon ou le dixième président indien (1997-2002), K.R. Narayanan, tous deux formés par Harold Laski, ou encore l'anthropologue A. Ayyappan. Néanmoins, force est de constater que sur les 102 économistes, moins de 40 % ont laissé des traces visibles et qu'une petite dizaine seulement rayonne par son omniprésence sur la scène nationale et internationale. Des recherches approfondies sur les quelque soixante économistes « quasi anonymes » seraient nécessaires pour préciser la palette d'implications locales (au sein de leurs universités, de leur région et de leur État d'origine) qu'ils n'ont pas manquées de déployer. Force est également de constater que la London School n'est pas l'unique institution anglaise à avoir formé les étoiles de l'économie indienne : ainsi, le statisticien P.C. Mahalanobis, fondateur de l'Indian Statistical Institute, fut formé à Cambridge, de même que son collègue Calyampudi Radhakrishna Rao. D'autant que, de 1940 à 1945, l'École londonienne a été déplacée... à Cambridge où ses étudiants se pressent pour y écouter un certain... J.M. Keynes. Enfin, l'analyse prosopographique ne peut dire si ces universitaires ont été des passeurs de savoir, ni s'ils ont déployé dans leurs recherches, leurs enseignements et leurs expertises la formation économique qu'ils ont assimilée à la London School.

### **Des *go-between* sous influence ?**

Rapportant une plaisanterie qui aurait circulé dans les couloirs de l'ONU, alors qu'il y était en poste, B.K. Nehru, ancien étudiant de la LSE dans les années 1930, témoigne des raccourcis qui caractérisent l'appréhension des circulations de savoir<sup>32</sup> :

« Quatre pays dans le monde pâtiraient d'un retard de développement. Lesquels ? L'Inde, le Sri Lanka, le Bangladesh et... la Grande-Bretagne. Pourquoi ? Parce qu'ils ont tous suivi les politiques préconisées par la London School of Economics<sup>33</sup>. »

S'il est légitime de se demander si les *alumni* économistes de la LSE ont été, avant et après 1947, les vecteurs des théories libérales de certains de leurs professeurs ou s'ils ont repris à leur compte les préceptes progressistes de certains autres économistes, sociologues ou politistes, la prudence impose de bannir toute approche diffusionniste d'importation et d'exportation automatique d'une influence pour décrire les circulations de savoirs<sup>34</sup>.

Les enjeux sont néanmoins de taille. La thèse de l'historien de la pensée économique, Bipan Chandra, sur les « vues divergentes des Britanniques et des Indiens » à propos

<sup>32</sup> Par exemple, Jeffrey M. Chwieroth, "Testing and Measuring the Role of Ideas: the Case of Neoliberalism in the International Monetary Fund", *International Studies Quarterly*, n° 51, 2007, p. 5-30.

<sup>33</sup> Joan Abse (ed.), *My LSE*, London, Robson Books, 1977, chapter 1, Nehru B.K, p. 21-22.

<sup>34</sup> George Rosen, *Western Economists and Eastern Societies: Agents of Change in South Asia 1950-1970*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1985.

Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

du développement et l'histoire économique de l'Inde<sup>35</sup>, est que la discipline économique indienne se serait constituée de façon autonome au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, quand de grands intellectuels – Dadabhai Naoroji, M.G Ranade, G.V. Joshi, G. Subramaniya Iyer ou encore R.C. Dutt – analysèrent et dénoncèrent le système de l'« économie coloniale ». Selon lui, « les Indiens n'ont pas progressé d'un iota par rapport aux idées de leurs prédécesseurs du XIX<sup>e</sup> siècle sur l'économie politique coloniale ou le développement économique ». Cette situation découlerait de « l'apparition des économistes professionnels durant cette seconde période ». Cela s'expliquerait par « l'influence de la discipline économique britannique contemporaine dominée par Alfred Marshall et d'autres économistes néo-classiques et leur tradition empirique, fragmentée, anti macro et étroitement micro ». Et cela d'autant plus que « quasiment tous les économistes indiens d'importance ont été formés en Grande-Bretagne, et, même ceux qui ne l'étaient pas, venaient soutenir leur doctorat en Angleterre ». Un autre historien des idées économiques, Bhabatosh Datta, propose la même analyse : la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle aurait été stérile pour l'économie politique indienne. Pire ! Les économistes indiens auraient repris « l'interprétation britannique, tendant à démontrer que les difficultés de l'industrie indienne n'était pas tant dues aux termes de l'échange ou à la compétition étrangère, mais à des facteurs internes<sup>36</sup> ». Les accusations lancées par Datta et par Chandra sont-elles justifiées ? Les étudiants indiens ont-ils reproduit les travers méthodologiques et repris à leur compte les analyses de leurs professeurs britanniques ? S'imposent donc l'analyse des sujets des thèses soutenues par les doctorants économistes indiens de la LSE, ainsi que celle de leurs productions scientifiques ultérieures. Faute de pouvoir dépouiller les 70 thèses et les ouvrages des quelques 36 universitaires sur lesquels des données sont disponibles, nous avons recouru aux comptes rendus qu'en ont fait les revues scientifiques anglaises et américaines, et notamment ceux de Vera Anstey<sup>37</sup>, qui a suivi avec constance la carrière des anciens de la LSE et dont nous connaissons les positions scientifiques.

Datta et Chandra reprochent aux économistes indiens du premier XX<sup>e</sup> siècle le choix de leurs sujets et de leurs méthodologies de recherche. Selon Chandra, leurs travaux se seraient perdus dans les « détails empiriques » et les « analyses particulières », n'abordant pas l'analyse macroéconomique et ne théorisant pas les questions de développement. Pour Datta, « la théorie économique, c'était seulement la microéconomie, et notamment les problèmes de détermination des prix des biens

---

<sup>35</sup> Bipan Chandra, "Colonial India. British versus Indian Views of Development", *Review (Research Foundation of SUNY and Fernand Braudel Center)*, vol. 14, n° 1, 1991, p. 81-167 pour les citations. Ainsi que Bipan Chandra, *Rise and Growth of Economic Nationalism in India: Economic Policies of Indian National Leadership 1880-1905*, New Delhi, People's Pub. House, 1966. Bipan Chandra, *National and Colonialism in Modern India*, New Delhi, Orient Longman, 1979.

<sup>36</sup> Bhabatosh Datta, *Indian Economic Thought: Twentieth Century Perspectives 1900-1950*, New Delhi, Tata McGraw-Hill, 1978.

<sup>37</sup> Elle a commenté les travaux d'une trentaine d'anciens étudiants dans quelques 80 comptes rendus environ.

Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

individuels pris un par un dans des marchés compétitifs atomisés. Le problème de la monnaie, du financement et de la banque, des cycles et des finances publiques n'était pas abordé dans leur perspective macro économique ».

Ces accusations paraissent bien sévères et peu fondées lorsqu'on les confronte aux sujets de thèses choisis par les étudiants indiens de la London School. Ces doctorants ont choisi majoritairement d'étudier la fiscalité et les finances publiques (17), la banque et la monnaie (11), ainsi que des phénomènes macroéconomiques comme la balance des paiements, les échanges commerciaux (6) et les conditions du développement économique (6). Deux bibliographies publiées en 1929<sup>38</sup> et 1961<sup>39</sup> sur « les travaux récents en histoire économique indienne » classent les travaux des *alumni* de la LSE principalement sous les rubriques « institutions économiques », « finances publiques », « monnaie et banque », et secondairement selon les rubriques « revenu national » et « commerce et industrie ». Nombre de thèses (une vingtaine au bas mot) relèvent directement de l'histoire économique, mais la très grande majorité traite de sujets contemporains abordés dans une perspective historique.

	1910-1929	1930-1939	1940-1949	TOTAL
<b>Nombre de thèses soutenues</b>	<b>20</b>	<b>31</b>	<b>19</b>	<b>70</b>
Économie agricole	3	6	3	<b>12</b>
Économie industrielle	2	2	2	<b>6</b>
Transports	2			<b>2</b>
<b>TOTAL</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>20</b>
Croissance et développement	1	3	2	<b>6</b>
<b>Commerce et échanges</b>	<b>2</b>	<b>4</b>		<b>6</b>
Banque et Monnaie	3	4	4	<b>11</b>
Fiscalité et finances publiques	6	8	3	<b>17</b>
Économie du travail	1	2	1	<b>4</b>
Économie théorique		2	4	<b>6</b>
<b>TOTAL</b>	<b>13</b>	<b>23</b>	<b>14</b>	<b>50</b>

La présence à la London School d'économistes historiens (Lilian Knowles, Vera Anstey, Herbert Foxwell, William Acworth) spécialistes de l'Inde, ainsi que la tradition empirique et positiviste de l'École ont sans doute orienté les étudiants indiens vers l'histoire économique, l'économie statistique<sup>40</sup> et l'économie institutionnelle, plus que vers une approche théorique ou vers une perspective macro-économique que maîtrisaient Theodore Gregory, spécialiste des questions monétaires ou James Meade, spécialiste du commerce international. Vera Anstey se réjouit d'ailleurs que les « auteurs indiens fassent preuve d'une préférence marquée

<sup>38</sup> William H. Moreland, "Recent Work in Indian Economic History 1905-1928", *The Economic History Review*, vol. 2, n° 1, January 1929, p. 130-160. Bibliographie anglaise.

<sup>39</sup> Morris David Morris, Burton Stein, "The Economic History of India: A Bibliographic Essay", *The Journal of Economic History*, vol. 21, n° 1, June 1961, p. 179-207. Bibliographie américaine.

<sup>40</sup> Illustrée par les travaux d'Arthur Bowley, directeur du département de statistiques et de ses collègues Roy Allen et Claus Moser, ou par ceux de William Beveridge (histoire des prix).

Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

pour l'économie appliquée et descriptive, plus que pour des sujets théoriques », mais elle note également leur « grand intérêt pour les questions financières<sup>41</sup> ». Faut-il voir dans ces choix un manque d'ambition, une dérive empirique, un repli sur des sujets étroits, tant il est vrai que les questions de l'économie coloniale (*drain theory* et échange inégal) et du développement économique sont souvent abordées de façon détournée ? Faut-il y voir un comportement temporaire, comme le laisse penser l'évolution ultérieure de ces économistes ? Ou faut-il comprendre que les étudiants ont ainsi trouvé un moyen de rejeter l'économie très théorique dans sa forme et néo-classique dans son contenu, enseignée par Lionel Robbins et Friedrich Hayek après 1930 ? À partir de 1930, une inflexion vers des sujets théoriques et macro-économiques (échanges, monnaie) et des méthodologies statistiques (calculs des prix, des revenus) se fait d'ailleurs sentir.

La seconde accusation qui pèse sur les économistes indiens formés à Londres durant l'entre-deux-guerres est de s'être alignés sur les interprétations de leurs professeurs britanniques et d'avoir repris à leur compte leurs analyses de la « situation coloniale ».

Si de nombreux professeurs de la London School of Economics ont soutenu, parfois très activement, la cause indépendantiste indienne, ce ne fut pas le cas des économistes et des historiens économistes<sup>42</sup>. Lilian Knowles était « une impérialiste ardente qui prenait soin de toujours rappeler aux étudiants indiens quelle chance ils avaient de faire partie de l'Empire britannique<sup>43</sup> ». Membre du parti conservateur, championne de la préférence impériale, elle est une spécialiste de l'économie indienne et publie en 1924 *The Economic Development of the British Overseas Empire*. Vera Anstey, enseignante à la LSE de 1921 à 1964, commet deux ouvrages remarquables, l'un en 1929 sur *The Economic Development of India* et l'autre, en 1964, intitulé *An Introduction to Economics. For Students in India and Pakistan*. Leurs ouvrages, basés sur les rapports officiels gouvernementaux et parlementaires, reproduisent le discours dominant anglais sur l'économie et la société indiennes, vivifiées par la domination impériale. Toutes deux s'accordent sur les causes, principalement autochtones, du sous-développement : le climat, la croissance démographique, l'état d'esprit fataliste des populations, les institutions sociales figées (structures familiales, castes), le faible niveau d'éducation de la population, enfin l'agitation politique nationaliste sont, à leur yeux, les principaux obstacles à la croissance, bien plus que les mécanismes de l'économie coloniale, en dépit de la désindustrialisation, de la pression fiscale et des échanges inégaux. Lilian Knowles parie sur un rapide développement économique, alors que Vera Anstey s'inquiète de

<sup>41</sup> Vera Anstey, Book Review, "The Evolution of the Indian Income Tax", by J.P. Niyogi, P.S. King & Son, 1929, *Economica*, n° 33, Aug. 1931, p. 351-357.

<sup>42</sup> Parmi les directeurs de thèse, on retient les noms des professeurs W. Acworth et H. G. Slater et A. Sargeant (économie commerciale), J. Coatman (économie impériale) ou Th. Gregory (monnaie), ainsi que les économistes historiennes Lilian Knowles et Vera Anstey.

<sup>43</sup> LSE History, Box 33, *LSE Magazine*, "My LSE: 1916-1926" by Evelyn Burns, étudiante américaine en BSc Econ en 1916, puis chargée de cours du Pr. Cannan en économie jusqu'en 1926.

Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

la stagnation générale. Cependant, à leurs yeux, rien ne permet d'incriminer les autorités britanniques :

« L'Inde est à présent en mesure de décider le type d'économie qu'elle souhaite développer, écrit L. Knowless en 1928, [...] son gouvernement est pratiquement aussi libre que celui d'un *Dominion* en matière de direction économique [...] Elle est en mesure de mettre en œuvre ses propres barrières douanières, sa propre politique industrielle et commerciale [...] il n'y a pas de théorie de l'exploitation qui vaille<sup>44</sup>. »

Et Vera Anstey d'affirmer en 1946 que « la politique économique actuelle du gouvernement n'est pas un facteur important du développement économique arrêté de l'Inde et n'est pas fondamentalement responsable des caractéristiques insatisfaisantes de la situation économique [...] le futur économique de l'Inde dépend principalement, non de la mise en place de schémas particuliers de développement ou de l'adoption de certaines politiques économiques, mais plus fondamentalement d'une réorganisation et d'une réforme sociale et mentale, pour mieux contrôler la taille de la population, briser la stratification sociale absolument rigide, stimuler l'esprit d'entreprise et l'énergie créatrice, promouvoir l'éducation et remplacer le ritualisme par l'esprit de religion<sup>45</sup> ».

Les *alumni* économistes indiens ont-ils repris à leur compte ces thèses ? La réponse est contrastée et... évolutive.

Certains travaux ont pu être instrumentalisés pour servir la thèse des « facteurs indigènes » du sous-développement afin d'occulter les responsabilités britanniques. Vera Anstey loue la thèse publiée en 1929 par L.C. Jain sur *Le système bancaire indigène indien* car « il est réconfortant qu'un auteur indien compte sur les Indiens plutôt que sur le gouvernement [colonial] » pour réformer le système<sup>46</sup>. La recherche de J. Niyogi publiée en 1929 sur *L'évolution de l'impôt progressif en Inde* a pour principal mérite, selon l'historienne, de relativiser le poids de la pression fiscale indienne comparée au taux britannique<sup>47</sup>. Vera Anstey ne tarit pas d'éloges sur le travail de L. Durga Parshad, publié en 1932, sur *Some Aspects of Indian Foreign Trade 1757-1893* car, « traitant d'un sujet hautement controversé – le triste conte de l'oppression et des abus de pouvoir de l'*East India Company* et de la politique douanière entre l'Angleterre et l'Inde », l'auteur a fait preuve d'une grande « impartialité et objectivité<sup>48</sup> ». La thèse sur *L'organisation industrielle en Inde* publiée par P.S. Lokanathan en 1935 est « un régal [car] l'auteur cherche à améliorer la position industrielle de l'Inde, non en interdisant ou en limitant la concurrence,

<sup>44</sup> Lilian Knowles, *The Economic Development of the British Overseas Empire*, London, Rutledge & Sons, 1928. p. 33, 51, 393. Cité par B. Chandra, *op.cit.*

<sup>45</sup> Vera Anstey, *The Economic Development of India*, London, 3<sup>rd</sup> Ed, Longmans, Green & Co, 1946, p. 473 et 487. Cité par B. Chandra, *op.cit.*

<sup>46</sup> Vera Anstey, Book Review, "Indigenous Banking in India", by L.C. Jain, Macmillan, 1929, *Economica*, n°27, Nov. 1929, p. 378-379.

<sup>47</sup> Vera Anstey, Book Review, "The Evolution of the Indian Income Tax", by J.P. Niyogi, P.S.King & Son, 1929, *Economica*, n°33, Aug.1931, p. 351-357.

<sup>48</sup> Vera Anstey, Book Review, "Some Aspects of Indian Foreign Trade 1757-1893", by L.Durga Parshad, P.S. King, 1932, *Economica*, n°39, Feb. 1933, p. 97-99.



Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

mais en réformant la structure, l'organisation et le leadership industriels indiens<sup>49</sup> ». Vera Anstey recommande également les ouvrages de N. Das sur *Le financement de l'industrie* (1936-1938), car l'auteur « s'y montre plus préoccupé par les défauts d'organisation et de financement industriels en Inde, et par les moyens d'y remédier, que par la revendication simpliste d'ériger des barrières douanières<sup>50</sup> » et a pris conscience que « le protectionnisme n'est pas suffisant ».

Néanmoins, nombre d'*alumni* (souvent les mêmes) ne manquent pas de dénoncer, y compris dans leur thèse, les travers de l'économie coloniale. Le choix des sujets de recherche n'est jamais anodin : ainsi R. Balakrisna consacre-t-il sa thèse au *Développement industriel de Mysore*, un État indien « indépendant » (par opposition au *British Raj*, composé des provinces sous administration directe britannique) pour invalider la thèse généralement défendue du « grand retard » des *Indian States* qui auraient malencontreusement échappé aux « effets bénéfiques » de la colonisation britannique. L'auteur se fait l'historiographe des vigoureuses politiques économiques d'industrialisation et de développement mises en place par le gouvernement local avec succès<sup>51</sup>... En 1925, C.N. Vakil publie sa thèse sur la politique fiscale britannique et les finances publiques indiennes pour exposer sa théorie du « soi-disant *drain to England*<sup>52</sup> ». Vera Anstey conteste et s'indigne :

« Qui peut dire que l'efficacité et la supériorité des officiers militaires et civils européens à haut salaire n'ont pas été profitables économiquement pour l'Inde ? [...] Et pourquoi le paiement des intérêts du capital étranger investi en Inde devrait-il être considéré comme un fardeau insupportable<sup>53</sup> ? »

Les *alumni* économistes n'ont pas hésité à critiquer ouvertement la politique britannique en Inde, au point que Vera Anstey appelle C.N. Vakil et ses co-auteurs du *Croissance des échanges et de l'industrie en Inde* paru en 1932, à « abandonner la critique destructrice du passé pour se consacrer à la formulation d'une politique constructive dans le futur<sup>54</sup> » et à cesser « les accusations familières destinées à stigmatiser les effets économiques néfastes des liens avec la Grande-Bretagne et de la politique du Gouvernement de l'Inde [colonial]. Il est grand temps de prouver, plutôt que de supposer, les effets négatifs des investissements du capital étranger en Inde ». Pas moins de trois ouvrages font de la Seconde Guerre mondiale un moment

<sup>49</sup> Vera Anstey, Book Review, "Industrial Organisation in India", by P.S. Lokanathan, Allen & Unwin, 1935, *Economica*, vol. 3, n° 9, Feb. 1936, p. 104-105.

<sup>50</sup> Vera Anstey, Book Review "Industrial Enterprise in India", by N. Das Oxford University Press, 1938, *Economica*, vol. 5, n° 20, Nov. 1938, p. 482-485.

<sup>51</sup> Vera Anstey, Book Review, "Industrial Development of Mysore", by R. Balakrishna, *Economica*, vol. 8, n° 31, Aug. 1941, p. 334-336.

<sup>52</sup> Économie de pillage, de prédation : le *drain* désigne la confiscation et le transfert forcé des richesses produites par l'Inde (matières premières, taxes et impôts, intérêts des capitaux investis, profits industriels) vers la Grande-Bretagne.

<sup>53</sup> Vera Anstey, Book Review, "Financial Developments in Modern India", by C.N. Vakil, P.S. King and Son, 1925, *Economica*, n° 14, Jun. 1925, p. 232-234.

<sup>54</sup> Vera Anstey, Book Review, "Growth of Trade and Industry in Modern India", by C.N. Vakil, S.C. Bose, P.V. Deolalkar, Longon, Longmans Green, 1932, *International Affairs*, vol. 11, n° 6, Nov. 1932, p. 885-886.

Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

exemplaire des ravages de la domination coloniale. Après C.N. Vakil et son *Financial Burden of the War on India* paru en 1943, L.C. Jain publie en 1945 *L'économie indienne durant la guerre* où il dresse un réquisitoire implacable « contre les mesures de guerre prises par le gouvernement britannique », comme le note<sup>55</sup> à regret Vera Anstey qui trouve le livre « décevant » car manquant du « recul nécessaire pour en faire un bilan et avoir accès à toutes les données et à tous les chiffres ». L'ouvrage ne serait « ni suffisamment systématique, ni suffisamment équilibré », tant il exagère la contribution de l'Inde à l'effort de guerre, rend la Grande-Bretagne responsable de la famine du Bengale de 1943, ne mentionne pas à sa juste mesure les efforts entrepris en faveur du développement de l'industrie ou des chemins de fer – si ce n'est pour critiquer le rapatriement des capitaux engagés –, enfin ne dit rien « de ce qui pourrait être le plus grand effet positif de l'après-guerre, la formation technique donnée à un nombre considérable d'Indiens, en Grande Bretagne et en Inde »... Lorsque B.R. Shenoy, dans un livre de 1947 sur la politique monétaire britannique pendant la guerre, rend celle-ci responsable de l'inflation et de la famine de 1943, Vera Anstey admet le caractère « intolérable » de cette politique, mais la justifie par « le fardeau terrifiant imposé à la Grande-Bretagne, alors chargée de préserver la démocratie, pas seulement pour elle-même, mais pour les autres nations, fardeau qui n'a pas été considéré à sa juste valeur en Inde<sup>56</sup> ».

Les *alumni* économistes n'ont pas non plus hésité à faire l'éloge de la régulation étatique, voire de la planification, dans leurs ouvrages, ce qui ne manque pas d'irriter Vera Anstey, championne du libéralisme. Dès 1931, elle conteste radicalement la réforme des finances publiques indiennes préconisée par Gyan Chand et la juge « à peine réaliste » car combinant deux péchés capitaux, la critique de la politique fiscale coloniale tout en prônant l'augmentation de l'impôt et des dépenses publiques. Gyan Chand propose en effet de maintenir, voire d'accroître, le niveau d'imposition une fois l'indépendance obtenue – « son idéal est de taxer tout et tout le monde, en oubliant que ce ne sont pas les choses qui paient les impôts mais les gens » – mais d'en modifier sensiblement l'utilisation et la destination (en Inde et pas vers... la métropole coloniale !)<sup>57</sup>. Après guerre, elle dénonce la thèse « au cœur du travail du Professeur Balahrisha, qu'en général, et en particulier en Inde, la planification économique doit être préférée (à la fois pour des raisons sociales et économiques) au fonctionnement libre et concurrentiel de l'économie capitaliste [...] tout le travail est parsemé d'arguments incomplets et peu cohérents en faveur de la planification [...] Il conclut bien trop rapidement que les autorités publiques ont, en soi, une connaissance plus informée, une plus grande sagesse et un meilleur jugement que les entrepreneurs privés. En général, trop peu d'attention est accordée aux effets des

<sup>55</sup> Vera Anstey, Book Review, "Indian Economy during the War", by L.C. Jain, Lahore, 1944, *Economica*, vol. 12, n° 47, Aug. 1945, p. 184-185.

<sup>56</sup> Vera Anstey, Book Review, "The Sterling Assets of the Reserve Bank of India", by B.R. Shenoy, Oxford University Press, 1947, *Economica*, vol. 14, n° 55, Aug. 1947, p. 237-239.

<sup>57</sup> Vera Anstey, Book Review, "The Essentials of Federal Finance", by Gyan Chand, Oxford University Press, 1930, *Economica*, n° 33, Aug. 1931, p. 351-357.

Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

politiques défendues sur les coûts et l'efficacité<sup>58</sup> ». N. Das, qui avait été félicité en 1938 pour son travail sur le financement de l'industrie, est vertement critiqué en 1949, à l'occasion de la sortie de son livre sur *Le chômage et le plein emploi en Inde*, car il voit dans la planification un moyen d'y remédier : « Le commentateur ne peut cependant pas partager la foi assez naïve de l'auteur en l'efficacité des remèdes suggérés et en la possibilité de les mettre en pratique<sup>59</sup>. »

Les économistes formés en Grande-Bretagne durant l'entre-deux-guerres seront ceux qui, au grand dam de certains de leurs professeurs, seront les instigateurs et les propagandistes des politiques volontaristes de planification et de développement aut centrée mises en place après les indépendances.

## Conclusion

Cette étude rend justice aux *alumni* économistes indiens, qui, en dépit de ou grâce à leur méthodologie et à leur formation, ont su très tôt faire entendre une voix dissonante. Elle témoigne également de la complexité des processus de réception et de transmission des savoirs : l'institution universitaire n'est pas monolithique dans les discours qu'elle produit, son influence intellectuelle n'est ni automatique ni définitive. Leur formation anglaise n'a pas empêché certains économistes indiens de développer une vision critique de l'économie coloniale ; leur socialisation à la London School, temple de l'économie empirique et statistique, n'a pas entravé leurs analyses théoriques, fortement illustrées par des analyses concrètes d'histoire économique ; leur exposition à un discours impérialiste et libéral a eu des effets contrastés. Particulièrement significatif est le fait que la London School ait formé à la fois une majorité d'économistes, partisans de la planification et du protectionnisme et, dans une moindre mesure, théoriciens de l'économie du développement, et une minorité de libéraux néoclassiques, parfois membres de la Société du Mont Pélerin (B.R. Shenoy, N. Dandeker, M.B. Bhatt, R.K. Amin). Cette étude aurait gagné à mieux prendre en compte la pluralité des autorités<sup>60</sup> auxquelles ont été exposés les étudiants indiens au sein de la London School. Qui étaient leurs directeurs de thèse, à quels séminaires assistaient-ils ? Le cadre bilatéral d'analyse (LSE/Inde) adopté dans cet article mériterait également d'être dépassé : nul doute que les étudiants indiens n'aient été influencés par les savoirs acquis dans leurs universités indiennes d'origine, et ultérieurement, dans d'autres cercles et d'autres institutions que la LSE<sup>61</sup>. De

<sup>58</sup> Vera Anstey, Book Review, "Regional Planning in India", by R. Balahrishna, Bangalore, Bangalore Press, 1948, *Economic Journal*, Vol 58-232, December 1948, p. 580-82.

<sup>59</sup> Vera Anstey, Book Review, "Unemployment, Full Employment and India", by N. Das, Bombay, Hind Kitabs. Rev., 1948, *Pacific Affairs*, vol. 22, n° 2, June 1949, p. 211-213.

<sup>60</sup> Par exemple, les statisticiens A. Bowley et R. Allen, les économistes E. Cannan, L. Robbins, H. Dalton, Th. Gregory, l'historien R. Tawney, le politiste H. Laski.

<sup>61</sup> Notamment celle des experts étrangers envoyés en Inde, voir Timothy Mitchell, *Rule of Experts: Egypt, Techno-Politics, Modernity*, Berkeley, University of California Press, 2002 ; Joseph M. Hodge, "British Colonial Expertise, Post-Colonial Careerism and the Early History of International Development", *Journal of Modern European History*, 8-1, 2010, p. 24-46 ; David Elbladh, *The Great*

Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

même, il faudrait compléter la seule étude de leurs productions intellectuelles par l'étude de leurs pratiques pédagogiques (matériel documentaire et bibliographique utilisé) et celle des contenus scientifiques de leurs enseignements (*curricula*) en Inde. Ces derniers ont-ils transposé, au cœur des institutions et des pratiques universitaires indiennes des traits londoniens, participant au rayonnement indirect et diffus de la London School ? L'article ne prétend pas tant clore le sujet qu'ouvrir de nouvelles pistes de recherche sur la circulation des savoirs mise en branle par les *alumni*.

### L'auteur

Normalienne, agrégée et docteure en histoire, Marie Scot est chercheuse rattachée au Centre d'histoire de Sciences Po. Elle a publié, *La London School of Economics et le Welfare State. Science et Politique en Grande-Bretagne 1940-1979* (L'Harmattan 2005) et *La London School of Economics and Political Science 1895-2010 Internationalisation universitaire et circulation des savoirs* (PUF, 2011).

### Résumé

L'article analyse les destinées des étudiants indiens ayant fréquenté la London School of Economics de 1900 à 1948 et ayant embrassé la carrière d'économistes universitaires à leur retour en Inde. Combien étaient-ils ? Qu'ont-ils étudié à Londres ? Quelles positions ont-ils occupé tant dans le champ académique que politique ou administratif indien ? Ont-ils mis en circulation les savoirs acquis à la LSE ? Traitement statistique des annuaires, prosopographie, et études de contenu permettent d'esquisser quelques éléments de réponse sur les circulations de savoir.

**Mots clés :** enseignement supérieur, London School of Economics, *Alumni* indiens, économie.

### Abstract

This paper retraces the careers of the Indian *Alumni* who were trained at the London School of Economics in the first half of the twentieth century and who became professional economists. How many were they? What did they study in London? What positions did they hold in the academic or political fields once back in India? Did these mobile go-betweens play a crucial role in making cross-cultural interactions possible? The statistical treatment of the alumni directories and the content analysis of their early works provide some insights into the question of knowledge dissemination.

**Key words :** Higher Education, London School of Economics, Indian *Alumni*, Economics.

---

*American Mission: Modernization and the Construction of an American World Order*, Princeton, Princeton University Press, 2009 ; Odd Arne Westad, *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Time*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004. Sur l'Inde en particulier, David C. Engerman, "Networking the Three Worlds of the Cold War. Flows of International Economic Expertise and the Rise of Indian Economists", Paris ENS Cachan, juin 2011, intervention au 8th 'History of Economics as History of Science' Workshop.



Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

**Pour citer l'article :** Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)